

Lettre ouverte à Didier Le Reste Secrétaire de la CGT Cheminots

13 avril 2010

Cher camarade,

Des responsables cgt-FORCE OUVRIERE Cheminots, reçoivent en ce moment des courriers de secrétaires de secteur CGT.

Imaginant que cette démarche est concertée avec tes structures nationales, je souhaite te répondre au nom de mon organisation.

Si notre fédération « *n'est pas engagée dans ce conflit* » - pour lequel les revendications ne sont pas posées clairement - il est nécessaire, semble-t'il, de rappeler quelques faits.

- 1°) Depuis mars 2009, ton organisation refuse de nous convier à toutes les interfédérales.

- 2°) La loi sur la représentativité issue de la « position commune » CGT, CFDT, MEDEF nous interdit de poser un préavis de grève national.

Pour autant, les cheminots savent que nous n'avons jamais hésité - et n'hésiterons pas - à Force Ouvrière, à appeler les salariés à user de leur « arme ultime », la Grève, **lorsque les conditions d'efficacité sont réunies pour créer un véritable rapport de force face au gouvernement et à la Direction** : c'est à dire un appel unitaire sur des revendications précises et des modalités d'action déterminées.

- 3°) C'est pourquoi, à l'issue de notre congrès, par mon courrier du 19 novembre 2009 adressé aux fédérations réputées représentatives :

- Considérant que :

« La restructuration en cours de la SNCF - autour des marchés en voie de libéralisation – préfigure, nous le savons tous, un possible éclatement de la Société Nationale de service public.

Outre les conséquences pour les usagers (prix, sécurité, dessertes, régularité ...), c'est le coût du travail qui est visé et donc les acquis sociaux du Statut.

« Nous savons aussi que seule une mobilisation massive et déterminée sera en mesure de stopper cette spirale »

- Je proposais au nom de ma fédération :

« ... la co-organisation avec l'ensemble des fédérations syndicales de cheminots, d'une mobilisation contre la privatisation de la SNCF, pour le retour au monopole public du transport ferroviaire.

« Le succès que nous recherchons tous, passe en effet selon nous, par la mise en place d'un front commun sans exclusive, sur la seule base d'un accord sur les revendications.

« C'est « l'union qui fait la force ».

« C'est pourquoi nous pensons que les réunions interfédérales doivent **rassembler toutes les fédérations**, qu'elles soient ou non – à un moment donné – réputées représentatives au sens de la loi.... »

Je regrette que ta fédération n'ait pas accueilli favorablement cette proposition de bon sens, allant dans l'intérêt des cheminots.

Cette proposition tient toujours.

● 4°) Dans les courriers émanant de la CGT, que nous avons reçus, il est fait état – à juste titre – de « **la bataille que nous allons devoir mener contre la réforme des retraites** ».

C'est le sens de la proposition de notre Confédération FO, d'un appel commun à la grève contre l'allongement de l'âge légal, l'augmentation du nombre d'annuités nécessaires pour le taux plein et pour le maintien du calcul sur les six derniers mois.

La participation massive et déterminée des cheminots serait un important point d'appui pour toute la classe ouvrière de ce pays.

C'est pourquoi, il paraîtrait très dommageable que la grève en cours, appelée dans la division par ta fédération et Sud - sans aucune revendication sur les retraites - conduise nos collègues à douter de l'efficacité de la grève.

Pour toutes ces raisons, notre fédération ne saurait cautionner la division des rangs ouvriers, dans une période cruciale pour son unité et pour la crédibilité du mouvement syndical.

Nous appelons avec force, au contraire - et nous prenons « clairement position devant les cheminots » - à l'unité de toutes les organisations syndicales (reconnues ou pas par la loi Sarkozy du 20 août 2008) pour une grève franche, interprofessionnelle, pour bloquer le pays, sur la base des revendications rappelées plus haut.

Salutations syndicalistes

Eric Falempin
Secrétaire Général